



La recul des droits des femmes doit cesser

Déclaration collective féministe

Une tendance hautement préoccupante émerge avec une cohérence obstinée dans les débats en cours actuellement dans plusieurs instances multilatérales - une attaque systémique renouvelée contre l'agence des femmes. Célébrées instrumentalement en tant que aidantes familiales sacrificielles, professionnelles de la santé dévouées, ou mères nourricières appelées à remplir leur fonction reproductive, les femmes se retrouvent de plus en plus enfermées et étouffées dans des récits trompeurs et éculés de stéréotypes de santé qui renforcent leurs rôles assignés en tant que personnes vulnérables. Mais la réalité des femmes est différente : elles sont, plutôt, rendues vulnérables. Les belles paroles qu'elles reçoivent entrent radicalement en conflit avec les mesures d'austérité qui réduisent les engagements financiers publics et les obligations pour leurs fonctions essentielles et autres travaux de reproduction sociale, exacerbant ainsi l'exploitation des femmes et des filles qui continuent de fournir massivement un travail non rémunéré¹. Cette disparité mine non seulement l'autodétermination des femmes et leur participation socio-politique. Elle expose également l'héritage persistant d'une injustice structurelle plus profonde exigeant notre attention, notre analyse, et notre action quotidienne.

À la suite de la pandémie et d'une résurgence des conflits à l'échelle mondiale, le droit des femmes à exprimer leur agenda politique sur leur propre corps est une fois de plus violemment attaqué, de plusieurs manières. Des offensives réelles sur les droits et le bien-être des femmes se déroulent - et prospèrent - à l'échelle mondiale. En Afghanistan, les femmes sont impitoyablement expulsées de l'espace public, tandis qu'en Iran, le courage des femmes a entraîné des répressions brutales poursuivies par la patriarcat religieux. Pendant ce temps, aux États-Unis, des réformes légales éliminent le droit à l'avortement, et limitent l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive de manière générale². En Europe, une directive en discussion risque de dépénaliser le viol et de vider la Convention d'Istanbul de sa substance. À Gaza et en Cisjordanie, les institutions des Nations Unies et les États membres restent paralysés à la suite d'un conflit qui a déjà fait plus de 35 000

¹ Dana Abed and Fatimah Kelleher (2022). *The Assault of Austerity: How Prevailing Economic Policy Choices are a Form of Gender-Based Violence* (L'Assaut de l'Austérité : Comment les Choix de Politique Économique Dominants sont une Forme de Violence Basée sur le Genre). <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-assault-of-austerity-how-prevailing-economic-policy-choices-are-a-form-of-g-621448/> [Consulté le 13 Mai 2024].

² Rachel Easter, [Amy Friedrich-Karnik](#) and [Megan L. Kavanaugh](#), (2024), *Any Restrictions on Reproductive Health Care Harm Reproductive Autonomy: Evidence from Four States* (Toute Restriction en Matière de Soins de Santé Reproductive Nuit à l'Autonomie Reproductive : Données Probantes Provenant de Quatre États). <https://www.gutmacher.org/report/any-restrictions-reproductive-health-care-harm-reproductive-autonomy-evidence-four-states> [Consulté le 13 Mai 2024].

morts (au 12 mai)³ - les femmes et les enfants représentant la majorité des victimes. La même histoire, le même destin, comme dans tous les conflits armés.

La guerre est en effet la quintessence du système patriarcal. L'agression justifie l'oppression, et l'abus devient l'outil de prédilection pour "résoudre" les conflits⁴. Ces dynamiques obsessionnelles font des corps des femmes le champ de bataille parfait de la guerre structurelle.

Même à l'Organisation mondiale de la santé - où des fonctionnaires ont été reconnus coupables d'agressions sexuelles contre des femmes et des filles en République démocratique du Congo pendant la Covid-19 et où les survivantes ont reçu 250 dollars chacune⁵ - des appels récents en faveur de réformes axées sur le genre et de la protection des droits des femmes sont de nouveau contestés⁶. Malgré l'existence de plusieurs instruments normatifs internationaux et de mécanismes régionaux qui reconnaissent et affirment les deux⁷, les droits sexuels et reproductifs fondamentaux continuent de rencontrer des défis flagrants.

Comment cela est-il justifié ? Au sein de l'OMS, certains soutiennent que les droits en matière de santé sexuelle et reproductive sont des questions politiques" qui devraient être traitées par les gouvernements nationaux, car elles dépassent le mandat "technique" de l'OMS. Mais la santé est intrinsèquement politique - une réalité que la Constitution de l'OMS reconnaît explicitement en affirmant que des facteurs politiques structurels, tels que le développement inégal et la discrimination, sont des obstacles à la réalisation du droit à la santé. La Constitution de l'OMS reconnaît également la paix, la coopération internationale et la responsabilité des gouvernements envers le bien-être de leur peuple comme essentielles à la santé. Cette conjoncture soulève une question fondamentale : comment se fait-il que la pertinence politique de l'OMS suscite de l'inquiétude lorsque nous parlons de promouvoir et de protéger les droits des femmes, alors que le même niveau d'inconfort n'est pas détecté dans d'autres questions politiques sensibles ? Encourager les pays à maintenir les dépenses de santé dans leur "enveloppe budgétaire" ou insister sur la sacralité des droits de propriété intellectuelle, même si ces politiques

³ <https://www.aljazeera.com/news/2024/5/12/un-chief-urges-immediate-ceasefire-in-gaza-as-35000-palestinians-killed> [Consulté le 13 Mai 2024].

⁴ Centre for Feminist Foreign Policy (2024) *Strongmen and Violence: Interlinkages of anti-feminism and anti-democratic developments (Hommes Forts et Violence : Liens entre l'Antiféminisme et les Évolutions Antidémocratiques)*. Centre for Feminist Foreign Policy, Berlin. <https://centreforfeministforeignpolicy.org/wordpress/wp-content/uploads/2024/02/CFPP-strongmen-and-violence.pdf> [Consulté le 13 Mai 2024].

⁵ <https://www.voanews.com/a/internal-documents-show-the-world-health-organization-paid-sexual-abuse-victims-in-congo-250-each/7354013.html>.

⁶ Kerry Cullinan (2024) *Row over Reproductive Rights Group at WHO Executive Board 'Undermines' Secretariat and 'Science-Based' Approach (La Dispute au Sujet du Groupe sur les Droits Reproductifs au Conseil Exécutif de l'OMS « mine le Secrétariat » et l'approche « fondée sur la science »)*. <https://healthpolicy-watch.news/row-over-reproductive-rights-group-at-who-board-undermines-science-based-approach/> [Consulté le 13 Mai 2024].

⁷ Tels sont : La [Convention sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes \(CEDAW\)](#), le traité international adopté en 1979 par l'Assemblée générale des Nations Unies ; La [Déclaration de Beijing et le Programme d'action \(DPfA\)](#), convenus lors de la 4e Conférence mondiale sur les femmes en 1995 ; Le [Protocole de Maputo sur les Avancées des Droits des Femmes Africaines](#), adopté par l'Union africaine en 2003 et promulgué en 2005.

entravent l'accès aux médicaments essentiels et aux semences, ne suscite pas les mêmes réactions préoccupées.

Marginaliser et assujettir systématiquement des groupes sociaux est un signe de pouvoir intrinsèquement inacceptable qui continue d'être imposé. Pour les femmes et les autres communautés marginalisées confrontées à toutes sortes d'injustices, ce pouvoir enraciné est largement reconnu et profondément ancré - et communément désigné sous le nom de patriarcat. Les modèles patriarcaux, si profondément ancrés dans les religions et dans l'héritage des structures institutionnelles, sont faciles à utiliser et largement utilisés, au point d'être acceptés et intériorisés à travers des exemples historiques et éternels de colonialisme, d'impérialisme, et de populisme. Au cœur de toutes ces manifestations se trouve la suppression des voix, de l'agence, et de l'autonomie corporelle.

La façon dont les femmes et les autres minorités continuent d'être traitées aujourd'hui dans le système multilatéral ne reflète que cette logique patriarcale sans fin. Cela est camouflé avec une rhétorique peu convaincante accompagnée d'interventions minimalistes qui visent au mieux à relever le seuil de base. Bien souvent, cependant, de telles initiatives finissent par confirmer le statu quo des rôles sociaux stéréotypés. Elles n'abordent pas les racines de la violence directe inhérente à un système où les États membres sont censés parler au nom de leurs femmes - comme si les femmes étaient des possessions!

Dans le monde, les femmes représentent la majorité. Les institutions politiques à tous les niveaux ont l'obligation légale de reconnaître et d'honorer cette réalité, plutôt que de la miner petit à petit. Il est impératif que toutes les femmes se rassemblent et renforcent leurs luttes communes pour exhorter les gouvernements et les institutions multilatérales à surmonter et à démanteler cet ordre des choses insoutenable.